

Les lecteurs de TB qui ont pris la peine de lire les *Mémoires* du général Beaufre, doivent se souvenir que les négociations anglo-franco-soviétiques ouvertes en 1939 ont capoté sur le refus polonais d'ouvrir leur territoire à l'armée soviétique en leur concédant un droit de passage. L'échec de ces pourparlers devait conduire tout droit au pacte de non-agression germano-soviétique du 23 août 1939, signé par Ribbentrop et Molotov. Le gouvernement polonais, acculé dans une impasse, savait en effet pertinemment que les troupes soviétiques se feraient inévitablement les fourriers du communisme et que la propagande serait d'autant plus efficace qu'elle s'adresserait à des masses paysannes peu évoluées.

La bolchévisation de la Pologne orientale.

Depuis qu'ils ont pris pied en Pologne fin septembre 1939, avec la complicité de l'Allemagne nazie, les Soviétiques ont œuvré par tous les moyens pour y installer le communisme. Les numéros de cette époque des *Izvestia*^[1] sont remplis d'articles relatifs à cette action dans la zone polonaise annexée par l'Armée Rouge. Dans tous les villages des « *comités paysans* » ont été mis sur pied qui ont pris en charge la gestion des grands domaines agricoles dont les propriétaires avaient fui ou ont été pourchassés. Une « *milice populaire* » a été mise sur pied pour aider les détachements militaires à maintenir l'ordre. Des soviets locaux veillent à l'administration. Dans les villes et les centres industriels, une « *garde ouvrière armée* », exactement du même type que celles qui existent en Russie a été mise sur pied. Prudents, les nouvelles autorités soviétiques ne vont pas jusqu'à interdire le culte catholique, mais les prêtres sont surveillés et les évêques ne peuvent quitter leurs évêchés.

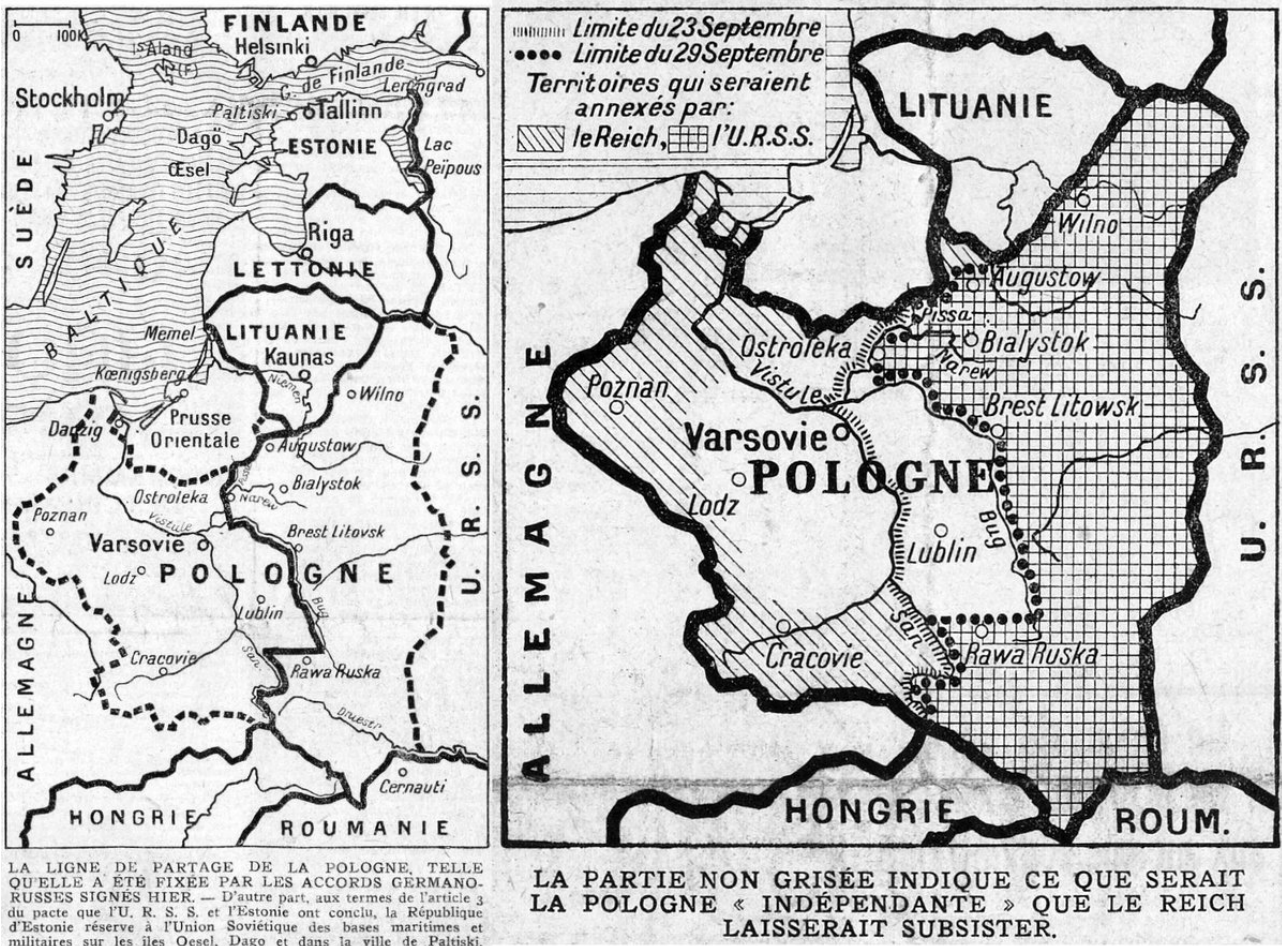
En Ukraine polonaise (la Galicie avec Lemberg comme capitale, aujourd'hui Lviv), le *Politburo* a délégué l'un de ses membres les plus en vue, et d'une fidélité absolue envers Staline, Nikita Khrouchtchev. Celui-ci, s'adressant aux Ukraino-polonais leur a enjoint d'organiser leur vie sous la direction du parti communiste, lequel veillerait à ce qu'il n'apparaisse aucun déviationnisme. Une propagande intense en faveur du communisme est faite jusque dans le moindre village, développant inlassablement le même thème : « *L'Armée Rouge est entrée en Russie blanche et en Ukraine occidentale, comme libératrice et amie des travailleurs Polonais, Juifs, Ukrainiens et Blancs-Russes* ».

Depuis sa formation en 1919 et après la victoire polonaise sur l'armée Rouge en 1920, toute la politique intérieure polonaise avait consisté à combattre féroce­ment l'infiltration communiste. Suite au Pacte de non-agression, les digues sont rompues, et la vague communiste balaie la Russie Blanche, l'Ukraine et la Galicie occidentales.

L'annexion de la Pologne orientale à l'Union soviétique.

À Moscou, le Soviet Suprême, qui ne se réunit que rarement, avait été convoqué spécialement pour prendre acte de l'incorporation à l'Union soviétique des territoires occupés en Pologne par l'Armée Rouge qui avait pénétré sur le territoire polonais, le 17 septembre 1939, dans la foulée de la victoire nazie sur la Pologne : une clause secrète du pacte de non-agression partageait en effet la Pologne entre le *Reich* et l'URSS. La Pologne subissait son quatrième Partage depuis celui qui l'avait déjà rayée de la carte en 1796, entre Frédéric Guillaume (Prusse), Catherine II (Russie) et François II (Autriche)^[2].

Le 28 septembre 1939, le *Reich* et l'URSS signaient à Moscou un traité délimitant leur nouvelle frontière commune. En moins de deux semaines la Russie avait repris à la Pologne la quasi-totalité des provinces situées à l'ouest de la ligne Curzon^[3] convoitées par La Russie soviétique en 1919. Cette zone correspondait à la partie de la Pologne située à l'est du Bug et du San^[4]. Cette conquête n'a pas été opérée sans combats, et M. Molotov lui-même a déclaré que l'Armée Rouge avait dû soutenir des « *engagements sérieux* » qui se sont traduits par 737 tués et 1 862 blessés. Mais ces pertes sont peu de choses, eu égard à l'étendue des territoires occupés : 196 000 kilomètres carrés et 13 millions d'habitants.



Le premier soin des Russes a été d'instituer le régime communiste dans cette nouvelle zone soumise à leur domination et d'en organiser l'administration en deux républiques soviétiques, dites respectivement de la Russie Blanche occidentale avec Bialystock comme capitale, et de l'Ukraine occidentale avec Lvov (Lemberg) comme capitale, ces deux centres administratifs et politiques n'étant d'ailleurs que provisoires. En justifiant l'entrée des troupes de l'Armée Rouge en Pologne, Molotov^[5] déclarera qu'il s'agissait simplement d'assurer la sécurité de l'URSS et de secourir la « *population sœur d'Ukraine et de Russie Blanche* » qui, selon lui, aurait témoigné une « *sympathie générale* » à l'Armée Rouge.

Dès le 22 octobre, les Russes procédaient en Ukraine et en Russie Blanche à des élections qui se sont déroulées sous le strict contrôle du Parti communiste et des « *sections politiques* » de l'Armée. Les résultats en étaient donc acquis d'avance et, sans surprise, les candidats officiels ont recueilli 91% des voix. C'est par un vote unanime que les deux assemblées des nouvelles républiques ont proclamé le 28 octobre le rattachement des territoires ci-devant polonais à l'URSS et, trois jours plus tard, le Soviet suprême - réuni pour la cinquième fois seulement depuis sa création - enregistrait solennellement ce rattachement « *définitif* ».

L'emprise russe sur les Pays Baltes.

Pour les mêmes raisons que la Pologne, les États Baltes avaient repoussé avec toute leur énergie l'idée d'une garantie anglo-franco-russe, comme elle avait été projetée un instant, avant la déclaration de la guerre. C'est qu'ils se défiaient de la Russie, au moins au même titre que de l'Allemagne. A la suite de leur entrée en Pologne orientale, en un tournemain, les Russes ont imposé leur protectorat à l'Estonie, à la Lettonie et à la Lituanie, en obtenant de ces trois pays, des bases militaires, aériennes et navales qui leur livraient toutes les côtes de la mer Baltique et le contrôle absolu de la navigation à l'entrée du Golfe de Riga et du Golfe de Finlande.

Les trois accords bilatéraux entre Moscou et les capitales baltes ont été conçus de la même manière, sous la forme d'un pacte d'assistance mutuelle avec spécifications de secteurs, îles ou ports où l'URSS sera en droit d'entretenir des forces terrestres, aériennes ou navales. Les exigences russes ont été formulées impérativement. La Lituanie, toutefois, a été la mieux traitée : en échange des facilités concédées aux Russes, la ville de Vilno, reprise aux Polonais leur a été rattachée. Il convient de se rappeler les conditions dans lesquelles les Lituaniens avaient perdu Vilno, qu'ils appelaient Vilna (aujourd'hui Vilnius, capitale de la Lituanie) : par un coup de force de Pilsudski, ce qui explique leur satisfaction de la récupérer.

Au même moment, sur décision d'Hitler, l'administration allemande intimait à ses minoritaires d'origine allemande d'avoir à quitter un pays qu'ils habitaient souvent depuis plusieurs générations. Ce procédé, qui avait déjà été appliqué ailleurs (notamment entre Grecs et Turcs après la guerre de 1922) répond à une très stricte application de droit des nationalités, poussé dans les derniers retranchements de sa logique. Cela a même été parfois le seul moyen pour parvenir à régler d'insolubles questions de minorités. Hitler avait déjà eu recours à ce procédé pour les Allemands du Brenner. Dans un discours prononcé au *Reichstag* à la même époque, il annonçait son intention d'étendre ce procédé aux minorités allemandes existantes en Hongrie, Roumanie ou Yougoslavie.

Pour en revenir aux États baltes, mis sous orbite soviétique avant leur annexion pure et simple l'année suivante, comme la partie orientale de la Pologne, une clause secrète du Pacte de non-agression germano-soviétique indiquait un partage de zones d'influence entre le *Reich* national-socialiste et l'Union soviétique : contre les mains libres à l'Ouest, Hitler avait concédé à Staline une vaste zone d'influence dans les États Baltes et en Pologne orientale, ce qui permettait à l'Union soviétique de contrôler la Baltique. Mais Staline était tout à fait conscient de la précarité de cet accord circonstanciel, le principe du *Drang nach Osten* demeurant pérenne à moyen terme dans l'idéologie nazie. Mais, en s'alliant avec Hitler, même de façon précaire, Staline visait un double objectif : gagner des délais, car il lui en fallait pour remonter en puissance l'Armée Rouge dont le commandement avait lourdement été affaibli par les grandes purges des années 1937 et 1938 ; et ensuite, reporter le plus à l'Ouest possible la ligne de confrontation, qu'il sait inéluctable, entre l'Armée Rouge et la *Wehrmacht*.

En agissant de la sorte, Staline a fait preuve de réelles qualités de stratégie.

NOTES :

1. Journal soviétique né lors de la Révolution et qui, à l'instar de la *Pravda*, a tenu le rôle de « *Journal officiel* » du régime.
2. À Tilsitt, en 1807, en créant le Grand-Duché de Varsovie, succédané d'un Etat polonais, qui ne durera que jusqu'au traité de Vienne en 1815, Napoléon renouait avec la politique d'amitié franco-polonaise initiée par la participation des armées françaises à la Guerre de Succession de Pologne (1733 - 1738), puis par le mariage polonais de Louis XV avec Marie Leckzinska.
3. En 1830, excédé de la poigne moscovite, le peuple polonais s'est soulevé, révolte qui a été réprimée avec beaucoup de sauvagerie par Alexandre 1^{er}, selon le slogan qui a fait école « *L'ordre règne à Varsovie !* ».
4. Ligne de délimitation de la frontière proposée par le ministre des Affaires étrangères britannique durant la guerre polono-soviétique de 1919-1920 et qui correspondait *grosso modo* à une ligne de partage ethnique aussi juste que possible entre Polonais et Russes.
5. Ces territoires, historiquement polonais, ne seront jamais rétrocédés à la Pologne à l'issue de la Seconde Guerre mondiale. La compensation pour la Pologne sera un glissement de sa frontière occidentale jusqu'à la Ligne Oder-Neisse, c'est-à-dire le retour dans le giron polonais de l'ensemble de la Silésie, perdue au profit de la Prusse au XVIII^e siècle.
6. Président du Conseil des Commissaires du peuple, soit chef du Gouvernement.

[View Fullscreen](#)

[Aller au contenu PDF](#)